L'hon. George C. Marler (ministre des Transports): C'est le gouvernement provincial qui est chargé de s'occuper du revêtement et de l'entretien des voies routières de la chaussée. Il nous a proposé d'ouvrir les voies routières le 20 mai, et nous avons accepté.

LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER ANNUEL DU MINISTRE
DES FINANCES

La Chambre passe à la suite de la discussion, interrompue le mercredi 4 mai sur la motion de l'honorable W. E. Harris (ministre des Finances) invitant l'Orateur à quitter le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens, ainsi que sur la proposition d'amendement de M. Macdonnell.

M. John B. Hamilton (York-Ouest): Monsieur l'Orateur, l'heure m'ayant empêché de prendre part au débat hier comme je l'aurais souhaité, je crois qu'au lieu d'en être déçu je dois me réjouir de ce que l'occasion ne m'ait pas été donné de rejeter dans l'ombre, par un piètre discours, l'excellent exposé de mon chef.

Une voix: Les pommes sûres!

M. Hamilton (York-Ouest): On offre bien des pommes, ici, mais c'est d'ordinaire chez nos amis d'en face.

Une voix: Plus de "compote de pommes" que de pommes!

M. Hamilton (York-Ouest): S'il m'est permis de me servir d'une expression du représentant de Québec-Ouest (M. Dufresne), je dirai qu'il est évident que le chef de l'opposition au lieu d'être dangereusement malade, est dangereusement bien comme l'ont appris avec grand regret ceux qui siègent à votre droite, monsieur l'Orateur.

Je cite quelques-unes des remarques qu'il a formulées et qui paraissent à la page 3622 des *Débats* d'hier:

On nous a dit au cours du présent débat que le Gouvernement avait foi en notre pays, en laissant entendre que d'autres n'y ont pas foi. Or, monsieur l'Orateur, nous aussi avons foi en notre pays, et croyons qu'il nous faut encourager l'exploitation de ses ressources illimitées et que nous possédons en outre, pour les extraire et les transformer, d'énormes ressources d'énergie industrielle. Je veux dire l'énergie hydro-électrique, la houille, le pétrole, le gaz, l'uranium, et ainsi de suite. Nous disons que l'exploitation de ces richesses peut donner de l'emploi à tous nos travailleurs actuellement disponibles et à des millions d'autres au cours des années à venir... Tout cela exige que l'on s'y mette. Le ministre des Finances a donné aux fabricants un conseil de maître d'école. Il leur a dit qu'ils feraient mieux de relever leurs manches et d'affronter la situation.

Je me permets de signaler que le ministre des Finances (M. Harris) faisait probablement [M. MacEachen.]

écho aux paroles du député de Spadina (M. Croll), qui a dit que les fabricants avaient besoin d'un bon coup de pied quelque part. Cependant, cela est très difficile à comprendre en face de la circulaire que le député d'Essex-Ouest (M. Brown) s'est donné la peine de nous faire tenir et où l'on apprend que la société Chrysler dépense 50 millions pour doubler son moyen de production en notre pays. Je pense qu'il est à peu près temps que l'entente se fasse entre les libéraux qui siègent à votre gauche, monsieur l'Orateur, et les libéraux qui siègent à votre droite. Le chef de l'opposition a dit ensuite:

Voilà qui exige plus que l'action des fabricants, il y faut l'action de tous, celle du gouvernement fédéral...

Je termine cette citation à la dix-huitième ligne de la seconde colonne de la page 3622 du hansard.

Bien que nous jouissions de beaucoup de liberté dans ce débat, je restreindrai mes observations à ce problème particulier. Au cours du premier discours que j'ai prononcé dans cette enceinte, j'ai dit qu'à l'occasion, afin d'exprimer ma pensée, je pourrais trouver nécessaire de recourir à des expressions taboues comme entreprise libre, tarif et protection. Bien que j'aie peu d'expérience encore, je puis dire, il me semble, que ces expressions restent toujours taboues du point de vue politique. Le Gouvernement manifeste tant de répugnance à les envisager qu'il ne semble vraiment pas vouloir se soucier des questions importantes.

Me permettra-t-on cette comparaison empruntée à la Bible? Si on peut assimiler à Ananie le groupe qui siège sur les banquettes ministérielles, ce groupe se rend coupable de ne pas s'acquitter de ses obligations envers l'industrie, tous ceux qui se rangent docilement derrière lui jouent le rôle de Saphire parce qu'ils consentent en esprit. Ils ne font rien du tout pour empêcher le crime. Ceux qui représentent nos importantes circonscriptions industrielles, devront, un jour, en rendre compte.

J'ai dit également que nous ne recommandons pas un régime de droits de douane élevés, mais nous voudrions qu'on mette fin au programme naïf qui consiste à s'engager par des accords commerciaux envers des pays qui ne se conforment pas aux mêmes règles que nous. D'abord, nos deux principaux clients permettent ou refusent l'admission de nos marchandises à leur gré, sans tenir compte de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Nous ne devrions pas nous étonner d'entendre parler d'une réduction volontaire des importations de pétrole et de gaz par les États-Unis. Ce genre de mépris des accords se poursuit depuis quelque temps et